**RECOURS POUR EXCES DE POURVOIR**

**Monsieur le Président**

**Mesdames, Messieurs les Conseillers**

**Tribunal administratif de …..**

**…**Adresse du tribunal…

**POUR :** Monsieur/Madame ………….

De nationalité …………

Demeurant …………

**CONTRE**: l’arrêté pris en date du ….. par Monsieur le préfet du …… :

-m’obligeant à quitter le territoire français ;

-m’interdisant de revenir sur le territoire français pendant … ans ;

-fixant le pays de destination.

1. **FAITS ET PROCEDURE**

Expliquer en détail votre situation.

Je suis entré en France le ……….. sous couvert d’un visa Schengen expirant le ………. (pièce n° ..)

Depuis cette date, je réside sur le territoire français de manière habituelle et ininterrompue.

Le….., je me suis fait interpelé par la Police puis placé en garde à vue. Le même jour, le Prefet de ….. m’a notifié d’une obligation de quitter le territoire français sans délai de départ volontaire à destination de mon pays d’origine.

Par une décision en date du …… (pièce n°...), ma demande a été rejetée par le préfet de ……. J’ai été notifié de cette décision le …..

Ce refus de séjour est assorti d’une décision d’obligation de quitter le territoire français.

(Il comporte également une interdiction de retour sur le territoire national de ...... ans.)

Ce sont les décisions que je défère à votre censure.

1. **DISCUSSION**

L’arrêté attaqué est entaché de plusieurs illégalités :

1.Sur la légalité externe de l’arrêté

L’arrêté litigieux est entaché :

-d’une insuffisance de motivation ;

-d’une incompétence de l’auteur de l’acte ;

2. Sur la légalité interne de l’arrêté

L’arrêté litigieux est entaché :

-d’une erreur de droit ;

-d’une erreur de fait ;

-d’une erreur manifeste d’appréciation au regard de ma situation personnelle ;

-d’une violation des articles 3 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’Homme.

**PAR CES MOTIFS,** plaise au Tribunal de**:**

**-ANNULER** la décision d’obligation de quitter le territoire français ;

**-ANNULER** la décision d’interdiction de retour sur le territoire français;

**-ANNULER** la décision de refus de délai de départ volontaire ;

**-ENJOINDRE** l’administration à annuler le signalement aux fins de non admission (fichier SIS).

**Je demande à pouvoir bénéficier de l’aide juridictionnelle.**

**SOUS RESERVE DES OBSERVATIONS ET DOCUMENTS ULTERIEUREMENT PRODUITS.**

*Fait à ….., le …*

*PRENOM NOM*

*SIGNATURE*